M. Bourita met en avant à Rome les fondamentaux de la Vision Royale sur la question migratoire

Page 9

Quotidien d'informations générales 31ème année

FORUM DES AS

MEDIAF Web Site : www.forumdesas.net Email : forumdesas2001@gmail.com

11è RUE LIMETE/INDUSTRIEL N°15/C | N°6964 DU LUNDI 24 JUILLET 2023 | PRIX : 2.500 FC

VISITANT LE CGEA

Le ministre Gilbert Kabanda inaugure le data center du CRENK

P.5

EN DÉPIT DE NOUVELLES MESURES POUR REMÉDIER A LA SURCHAUFFE

Franc congolais : les résultats tardent à venir

*Une semaine plus tard, 2 500 FC s'échangent encore contre un dollar, les ménages ont du mal à se procurer les produits de base…

Pages 2 & 12

HIER DIMANCHE 23 JUILLET

Fin de dépôt des candidatures aux législatives nationales

Page 3

La Russie et l'Afrique: unir nos efforts pour la paix, le progrès et un avenir prospère

(Par Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie)

Page 10

AUX JEUNES BAKONGO REUNIS A LA PAROISSE CEC/MATETE

Dieudonné Bifumanu : "La force de la communauté repose entre nos mains"

Page 8

1ER SALON DE RECRUTEMENT DES ENTREPRISES CHINOISES

13 entreprises chinoises ouvrent leurs portes aux demandeurs d'emploi congolais

Page 7

PDG: BONGO BOVERY EDITEUR: JOSE NAWEJ CONTACT: (+243) 99 84 61 089 & (+243) 99 83 17 617

Edito

Liberté provisoirement définitive ou définitivement provisoire...

Bonne fortune pour Fortunat Biselele ? A tout prendre, sans conteste. Dans un pays où liberté provisoire rime souvent avec liberté définitive, quand on a la bonne fortune d'être libéré, on ne philosophe pas.

Même si les registres sont fort différents, la relaxation de l'ancien conseiller privé du chef de l'Etat survient quelques jours après la libération de l'opposant Franck Diongo. Est-ce les signes avant-coureurs de la décrispation ? Sont-ce les prémices du " *printemps* " kinois ? Les optimistes y verront en effet ces "*hirondelles* " qui annoncent le beau temps. De là à rêver d'une liberté provisoirement définitive ou définitivement provisoire pour d'autres détenus à casquette politique comme Salomon Kalonda, Jean-Marc Kabund…, il n'y a qu'un pas que l'imminence des jeux de la Francophonie aide à franchir.

Les sceptiques et même les pessimistes rétorqueront, en revanche, qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Prudence, prudence alors. Fortunes diverses donc pour tous les "*cas emblématiques* " version régime Fatshi.

Brazza-Kigali : L'ennemi de mon ami est ...mon ami

Renversant ? Troublant ? Paradoxal ? Oui. Mais pas à l'échelle des relations entre Etats. Le philosophe allemand Nietzsche n'avait pas tort lorsqu'il affirmait que "*l'Etat est le plus froid de tous les monstres froids*". Lord Palmerston ne disait pas autre chose quand il lâcha : "*l'Angleterre n'a pas d'amis ou d'ennemis permanents ; elle n'a que des intérêts permanents* ". Ce sur quoi le Général De Gaulle embraya : " *les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts* ".

La démonstration de ce qu'on peut considérer comme la " *realpolitik* " nous vient de cet axe Brazzaville-Kigali qui se consolide à mesure que les rapports entre la RDC et le Rwanda se détériorent. Faisant sienne la citation de Napoléon selon laquelle la politique de chaque pays est dans sa géographie, Kigali en quête de profondeur territoriale trouve dans le voisin direct de son voisin direct une possibilité de s'aménager un autre espace vital et qui plus est, encore plus près de la capitale Kinshasa.

Symétriquement, fort de son statut de doyen des chefs d'Etat de la région (mis à part le Camerounais Biya bien en retrait pour des raisons évidentes et l'Equato-guinéen Obiang Nguéma), le Brazza-congolais n'ignore pas qu'il y a un bon coup diplomatico-économique à jouer dans son positionnement actuel. Ne pas avoir à choisir entre un "*frère*" doublé de "beau-frère" et un "ami".

C'est bien cela la sacro-sainte loi de l'intérêt. A mille lieues de la conception angélique des relations entre Etats, façon tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil par laquelle s'illustre parfois Kinshasa.

José NAWEJ

EN DÉPIT DE NOUVELLES MESURES POUR REMÉDIER A LA SURCHAUFFE

Franc congolais : les résultats tardent à venir

*Une semaine plus tard, 2 500 FC s'échangent encore contre un dollar, les ménages ont du mal à se procurer les produits de base...

Après près de deux ans de stabilité du taux d'échange, une dépréciation très forte face au dollar américain frappe le pays depuis quelques semaines, entraînant la hausse vertigineuse de prix des denrées alimentaires et autres produits et services.

Il y a moins d'un mois, 1 dollar s'échangeait contre 2030 francs congolais. Aujourd'hui il oscille entre 2400 et 2500 FC. Sur les marchés de Kinshasa, le prix d'un sac de riz est passé de 50.000 à 70.000 francs congolais, une botte de feuille de manioc qui s'achetait à 1.500 francs coûte dorénavant 3.000 francs.

On ne sait plus quoi acheter, des gens qui mangeaient deux fois par jour ne se nourrissent plus qu'une fois…

Le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, a annoncé le lundi 17 juillet courant des mesures urgentes prises par le gouvernement afin de stopper la surchauffe sur le marché de change. Il l'a fait lors du briefing hebdomadaire axé sur la stratégie d'inclusion financière et la situation du franc congolais.

Parmi les mesures urgentes prises, l'argentier national a fait savoir que le gouvernement allait veiller à ce que les dépenses en " cash " soient limitées au strict minimum.

Nicolas Kazadi a également déclaré que le gouvernement a décidé de proscrire tous les paiements qui se font au guichet de la Banque centrale du Congo (BCC). Ceci dans l'optique de privilégier la demande en franc congolais et de réduire celle en devise.

Ce n'est pas tout. Autres mesures, le gouvernement s'est engagé à privilégier le paiement en franc congolais (impôts et taxes) par les contribuables pour accroître la demande de la monnaie nationale afin de permettre à la BCC de renforcer le suivi des plans de trésorerie et de surveiller la qualité des dépenses publiques, a indiqué Nicolas Kazadi.

Ces mesures ont été rappelées à la dernière réunion du Conseil des ministres présidée par le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui a chargé personnellement le ministre d'Etat en charge du Bubget, le ministre des Finances, la Gouverneure de la Banque centrale du Congo et l'Inspection générale des Finances, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application stricte de toutes ces mesures. Le Premier ministre a été instruit de suivre la mise en œuvre desdites mesures.

Mais, malgré cette batterie de mesures prises par le gouvernement pour faire face à la dépréciation du franc congolais, les résultats tardent à venir. Pour inverser la tendance, font valoir nombre d'experts, il faut une autre politique. Celle-ci passe, d'après les mêmes sources, par la diversification de l'économie congolaise, trop dépendante des minerais.

Pour emprunter au langage médical, les remèdes prescrits par le gouvernement sont des calmants, qui marchent pour un temps, après la maladie reprend de plus belle. Donc toutes ces mesures sont du déjà vu.

Tous les experts le savent et le répètent à longueur de journée dans différents séminaires et fora, la monnaie nationale souffre d'un mal non conjoncturel, mais structurel. On ne revigore pas dans la durée une monnaie lorsque la production ne suit pas. A cela s'ajoute la forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour quasiment tous les biens de consommation courante; ce qui entraîne la forte demande du roi dollar qui a encore des beaux jours devant. Pour espérer sortir de ce cercle finalement vicieux, le Congolais doit produire ce qu'il consomme et non continuer à consommer ce qu'il ne produit pas.

Aux yeux de certains experts, diversifier l'économie en commençant par exemple par l'agriculture serait un début de solution. Cela voudrait dire qu'il faut se mettre résolument au travail et cultiver la version discours voire slogan de l'agriculture comme l'ont si merveilleusement fait ceux qui ont gouverné le Congo jusque-là.

Entretemps la faim étreint le Congolais qui ne sait plus à quel saint se vouer. Ce qu'il faut au pays de Lumumba pour sauver durablement sa monnaie nationale, c'est une cure de cheval. Les mesures prises par le gouvernement ne peuvent apporter qu'un soulagement momentané, mais pas une guérison. Un problème structurel appelle une solution structurelle.

Didier KEBONGO

HIER DIMANCHE 23 JUILLET

Fin de dépôt des candidatures aux législatives nationales

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) informe, en guise de rappel, les candidats indépendants et aux partis et regroupements politiques de la fin du dépôt des dossiers des candidatures pour l'élection des députés nationaux hier dimanche 23 juillet à 16h30 dans tous les 168 Bureaux de réception et de traitement des candidatures (BRTC à travers le territoire national.

Elle rappelle, par ailleurs, dans un communiqué de presse rendu public, de la suite du chronogramme opérationnel relatif audit dépôt et traitement des candidatures aux législatives nationales. Ci-dessus ledit communiqué. FDA

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE
CENI

COMMUNIQUE DE PRESSE N°...034.../CENI/2023

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) rappelle aux candidats indépendants et aux partis et regroupements politiques que conformément au Communiqué de Presse N° 033/CENI/2023 du 15 juillet 2023, **le dépôt des dossiers des candidatures pour l'élection des députés nationaux prend fin ce dimanche 23 juillet 2023 à 16h30,** heures locales, dans tous les 168 Bureaux de Réception et de Traitement des Candidatures (BRTC) à travers le territoire national.

La CENI invite les candidats indépendants, les partis et regroupements politiques retardataires à déposer leurs dossiers de candidature dans le strict respect du timing leur imparti.

Pour rappel, la suite du chronogramme opérationnel relatif au dépôt et traitement des candidatures à la députation nationale se présente comme suit :

- **Du 24 au 28 juillet 2023** : Ajout, retrait ou substitution des dossiers des candidats députés nationaux ;
- **Le 09 août 2023** : Publication des listes provisoires des candidats députés nationaux ;
- **Du 10 au 26 août 2023** : Dépôt et traitement des recours en contestation des listes des candidatures à la députation nationale ;
- **Le 10 septembre 2023** : Publication par la CENI des listes définitives des candidats députés nationaux.

Fait à Kinshasa, le 21 JUIL 2023

Patricia NSEYA MULELA
Rapporteur

FACILITÉ EUROPÉENNE POUR LA PAIX EN RDC

Le Conseil soutient pour 20 millions d'euros la 3ème Brigade de réaction rapide des FARDC

Council of the EU

PRESS
FR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
583/23
20/07/2023

Facilité européenne pour la paix: le Conseil adopte une mesure d'assistance en soutien à la 31^e brigade de réaction rapide des forces armées de la République démocratique du Congo

Le Conseil a adopté aujourd'hui une mesure d'assistance **d'un montant de 20 millions d'euros** au titre de la **facilité européenne pour la paix** afin de soutenir la **31e brigade de réaction rapide des forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC)**. Ce soutien sera mis en œuvre par le ministère belge de la défense. Par l'intermédiaire de ses propres forces armées, la Belgique forme déjà la brigade qui bénéficiera de ce soutien. La 31e brigade de réaction rapide est active dans l'est de la RDC et le soutien de l'UE renforcera les capacités et la résilience des FARDC dans une région marquée par la présence de plus d'une centaine de groupes armés.

Par cette mesure d'assistance, l'UE fournira des **équipements individuels de base non létaux**, tels que des kits de commando, des trousses de premiers secours et des vêtements, ainsi que des **équipements collectifs**, tels que des kits anti-EEI, des véhicules et des radios, à la 31e brigade de réaction rapide des FARDC. La mesure d'assistance soutiendra également la **réhabilitation du siège de la brigade.**

Comme pour tout soutien au titre de la facilité européenne pour la paix, la mesure d'assistance prévoit un ensemble de contrôles, de garanties et de mesures de suivi destinés notamment à garantir l'utilisation adéquate des équipements par la brigade et le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international.

Contexte et prochaines étapes

La facilité européenne pour la paix a été créée en mars 2021 pour financer toutes les actions de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) dans le domaine militaire et de la défense, dans le but de prévenir les conflits, de préserver la paix et de renforcer la sécurité et la stabilité internationales. En particulier, la facilité européenne pour la paix permet à l'UE de financer des actions visant à renforcer les capacités d'États tiers et d'organisations régionales et internationales dans le domaine militaire et de la défense.

Press office - General Secretariat of the Council
Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319
press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press

CLÔTURE DE DÉPÔT ET DE TRAITEMENT DES CANDIDATURES À LA DÉPUTATION NATIONALE/VISITE DES BRTC DE KASANGULU, MADIMBA, KIMVULA ET MBANZA-NGUNGU.

"Aucun jeton ne sera remis à la clôture ce dimanche 23 juillet 2023 à 16h30" (Les chefs d'antennes de la CENI)

Après une période de prolongation de 7 jours, allant du 16 au 23 juillet 2023, accordée aux candidats indépendants, des partis et regroupements politiques, les opérations de dépôt et traitement des candidatures pour l'élection des députés nationaux prennent fin ce dimanche 23 juillet 2023, à 16h30 (heures locales) dans les 168 Bureaux de Réception et de Traitement des Candidatures (BRTC).

C'est dans ce cadre qu'une délégation de la CENI conduite par le Directeur de la Communication, Jean Baptiste ITIPO, séjourne dans la province du Kongo Central pour se rendre compte de l'évolution de ces opérations et surtout de prendre la température des réalités opérationnelles du terrain à quelques heures de la clôture.

A l'étape du BRTC de Kasangulu, la mission dépêchée sur le terrain par le Président de la CENI, Denis KADIMA KAZADI, a été agréablement surprise par le travail accompli au niveau de l'antenne locale.

Et pour cause : 26 dossiers de candidature y ont été enregistrés samedi 21 juillet, soit au total 51 candidats dont 10 femmes et 41 hommes issus des partis et regroupements politiques ainsi que des indépendants.

Plusieurs autres dossiers de candidature sont en instance d'examen par le personnel de la CENI.

Au regard du nombre des candidats en instance d'attente, "le territoire de Kasangulu qui a 2 sièges à la députation nationale dépassera largement, sans doute, le nombre des candidats de 2018 qui s'élevait à 60", a souligné le chef d'antenne Diary Lazare KIMPEDI.

Même son de cloche à Madimba : une très bonne évolution des statistiques des dépôts des candidatures par les partis et regroupements politiques. Au 21 juillet 2023, le monitoring de l'antenne basée à Kisantu renseigne que 61 dossiers de candidature y ont été enregistrés. Pour ce territoire qui compte 2 sièges à la députation nationale, 85 candidats sont déjà enregistrés. Ce BRTC dépassera également le nombre des candidatures de 2018 qui s'élevait à 71 dossiers.

"Ici, aucune candidature indépendante n'est encore signalée", a affirmé Mme Aimée Nzola, chef d'antenne.

Sur place à Kisantu fonctionne le BRTC Kimvula qui a été délocalisé à cause de l'insécurité signalée dans ce territoire. Pour un siège à la députation nationale, au 21 juillet 2023, le BRTC Kimvula a déjà enregistré 29 dossiers de candidature dont 2 féminines contre 24 dossiers de candidature en 2018.

Plusieurs autres sont en instance d'examen, a rassuré le chef d'antenne Jules WANGANA.

A Mbanza Ngungu, samedi 21 juillet 2023, au total 11 partis politiques, 32 regroupements politiques et 2 candidats indépendants ont vu leurs dossiers de candidature enregistrés au BRTC, soit au total, 142 candidats dont 27 femmes et 115 hommes pour 4 sièges.

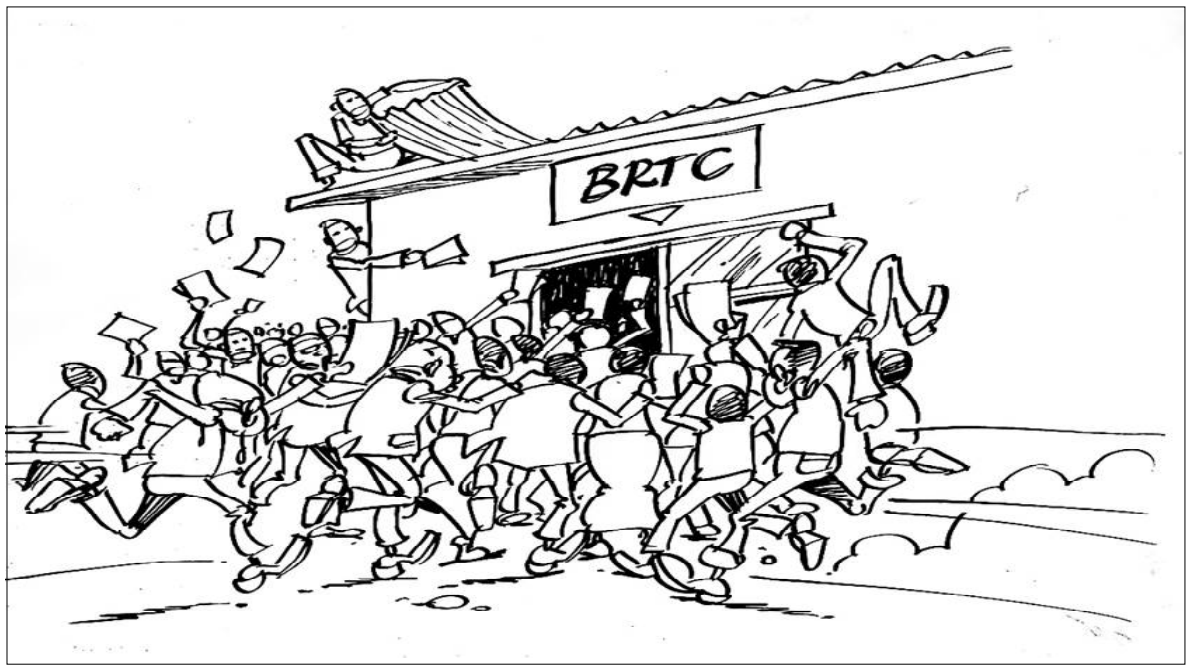
Plusieurs autres dossiers sont en cours de traitement dans ce BRTC. "Tout compte fait, le nombre de candidatures dépassera celui de 2018", à en croire le chef d'antenne Pierre YUKU.

Quelques candidats et mandataires trouvés sur place ont félicité la CENI pour la qualité de service rendu aux BRTC.

Cellecom/CENI

CLÔTURE DU DÉPÔT DES CANDIDATURES

Bousculade dans des BRTC



En dépit d'une semaine de prolongation accordée par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) aux partis et regroupements politiques, ceux-ci n'étaient toujours pas prêts avec les dossiers de leurs candidats jusqu'à la veille du dernier jour de la clôture. D'ailleurs, au lieu de samedi 22 juillet 2023, comme initialement prévu, la Centrale électorale a ajouté un jour de plus. C'est pourquoi, la clôture définitive est intervenue hier dimanche 23 juillet 2023. La conséquence de ce retard a eu comme effet des bousculades enregistrées dans les Bureaux de réception et de traitement des candidatures (BRTC).

À la circonscription électorale de Tshangu par exemple où le BRTC est situé dans la commune de Ndjili, la multitude de mandataires qui avaient la mission de déposer les dossiers des candidats de leurs partis et regroupements politiques, ont eu beaucoup de peine à s'introduire à l'intérieur du BRTC à cause de l'affluence au dernier jour de tous ces délégués.

Comme il fallait s'y attendre, en pareille circonstance les Congolais ont toujours la manie de recourir à de vilaines pratiques répréhensibles, notamment celle qui consiste à «*saluer utilement*» les agents chargés de la sécurité à l'entrée. C'est ce qui justifie la cacophonie constatée en certains moments de la journée dans ce site.

À propos de ce retard, nous l'avons prévu dans l'une de nos récentes parutions lorsque nous avons révélé que la plupart des partis et regroupements politiques n'étaient pas prêts avec les dossiers de leurs candidats. Certains d'entre eux ont continué à recruter des candidats jusqu'au dernier jour. Ceci prouve à suffisance la non organisation de la plupart des formations politiques en RDC. Elles ont attendu les derniers instants pour mobiliser leurs candidats et même pour payer la caution de 1.600.000 FC par candidat exigée par la loi.

Par ailleurs, après le constat fait sur terrain, il s'avère que l'approche du travail mise en place par la CENI est dépassée par rapport à l'époque de la digitalisation du monde moderne. Faire remplir plusieurs formulaires à la main aux candidats n'est plus de mise. C'est fastidieux. Ces derniers devraient travailler sur ordinateur et renvoyer leurs données sur le site de la CENI. La tâche serait ainsi aisée de part et d'autre.

Les formulaires que la CENI made in Denis Kadima utilise datent de la Commission électorale indépendante (CEI) de feu l'abbé Apollinaire Malumalu. Si le défunt prélat avait conçu ce modèle de formulaire, c'est parce qu'à cette époque-là, l'informatique n'avait pas encore atteint le niveau actuel. L'équipe de la centrale électorale en place aurait dû réfléchir sur un autre modèle à mettre en place au lieu de faire du copier coller avec une multitude de documents à remplir. Beaucoup de candidats se sont plaints sur cette question et ceux qui sont sûrs d'être élus ont promis de demander à la CENI de rectifier le tir prochainement. **Muke MUKE**

IGT : 21.511 candidats participent au test de recrutement lancé hier par le VPM Lihau

Le rajeunissement de l'administration publique Rd congolaise n'est pas une vue de l'esprit, mais bien une réalité. Quelque 21.511 candidats, dont 11000 pour la seule ville de Kinshasa, ont pris part au concours de recrutement à l'Inspection générale du travail (IGT) lancé hier dimanche 23 juillet par le Vice-premier ministre en charge de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau. Il s'agit du recrutement des Inspecteurs généraux, des contrôleurs généraux et des agents administratifs au sein de l'Inspection générale du Travail.

Le VPM Lihau distribuant les feuilles aux candidats au concours de recrutement à l'IGT. PHOTO DROITS TIERS

"*Ce concours s'inscrit dans une option retenue par le Président de la République, une option de procéder à un rajeunissement qualitatif et compétitif dans nos administrations publiques. Et ce rajeunissement se fait sur base de la méritocratie. Une façon pour nous de tourner une page de l'histoire administrative de notre pays parce qu'en réalité nous assistons là à la chute d'un système des privilèges et des recommandations et très souvent des recommandations politiques. Et ce système qui s'écroule, laisse la place à la méritocratie et à l'égalité des chances pour tous* ", a souligné le VPM Jean-Pierre Lihau.

Le patron de l'administration congolaise poursuit : "*Ce concours ouvre la voie à une série de concours à organiser dans d'autres administrations*", a souligné le VPM Jean-Pierre Lihau.

Ce concours a été organisé dans les sites de l'UPC, ISC et ISP/ sous la supervision de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA). **Didier KEBONGO**

FORUM DES AS
Quotidien d'informations

15/C, 11ème Rue
Limete/Industriel
forumdesas2001@gmail.com
www.forumdesas.org
Id. Nat. M 59842 H

Président Directeur Général
BONGO BOVERY

Editeur
José NAWEJ

Rédacteurs en chef
Yves KALIKAT
Didier KEBONGO

Secrétaire de Rédaction
Kléber KUNGU

Rédaction centrale
Yves KALIKAT
Didier KEBONGO
Kléber KUNGU
Rachidi MABANDU
Dina BUHAKE
Mathy MUSAU
Fyfy-Solange TANGAMU
Tricya MUSANSI

Collaborateurs extérieurs
Rocco NKANGA
Muke MUKE

Caricaturiste
Patou BOMENGA

Service Administratif et Financier
Sylvain MPONO
DACQUIN DIAMBAKA

Publication assistée par ordinateur (PAO)
Jacques LUSIMANU
Aimé NSIMBA

Webmaster
David BABOMBWA

Edition électronique
André MAYINDU

Distribution
Nico MBENGA MASAMUNA

VISITANT LE COMMISSARIAT GENERAL A L'ENERGIE ATOMIQUE

Le ministre Gilbert Kabanda inaugure le data center du CRENK

* Steve Muanza pour une nouvelle dynamique au CGEA.

C'est pour la toute première fois, depuis sa nomination à la tête du Ministère de la Recherche Scientifique et Innovation technologique que Gilbert Kabanda Kurhenga a visité le Commissariat Général à l'Energie Atomique (CGEA) qui abrite également le Centre Régional et d'Etudes Nucléaires de Kinshasa (CRENK).

Le ministre s'est rendu sur le site de l'Université de Kinshasa. A son arrivée, le comité de gestion avec à sa tête Steve Muanza Kamunga et tous les agents et cadres lui ont réservé un accueil digne de son rang.

Sur place, le ministre Kabanda a inauguré le data center qui devrait centraliser toutes les données de ce centre de réputation internationale.

Mais bien avant, le patron de la Recherche scientifique s'est personnellement rendu compte de l'état actuel du réacteur nucléaire Triga 2 que le CGEA compte remettre très prochainement en service. Selon lui, l'inauguration du centre informatique mis en place dans le but de moderniser ce site afin de le mettre au même diapason que les autres centres qui émergent en Afrique et au monde.

Il en a profité pour visiter aussi le Laboratoire de Biotechnologie et Biologie moléculaire spécialisé dans l'Amélioration génétique des plantes, l'identification moléculaire des mutations, la caractérisation de la Biodiversité et du germoplasme.

Il sert aussi au Diagnostic moléculaire des agents biologiques notamment les virus et bactéries, la Biosécurité par la détection et la quantification des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) dans les aliments et semences.

Pour sa part, le Commissaire Général à l'Energie Atomique a indiqué que cet outil permettra aux cadres et agents notamment des chercheurs et techniciens, grâce à son réseau, aux espaces de stockage et des serveurs de calcul, de traiter, organiser, sécuriser, et conserver des données informatiques.

Cette cérémonie est suivie par la mise en service symbolique du bus d'une capacité de 60 places acquis sur fonds propres pour le transport du personnel.

Des initiatives du Comité de Gestion saluées par le Ministre Gilbert Kabanda qui s'est montré très attentif aux différentes préoccupations exprimées en termes d'accompagnement et de lobbying.

NOUVELLE DYNAMIQUE IMPULSEEPAR STEVE MUANZA AU CGEA

L'occasion pour le Commissaire Général à l'Energie Atomique Steve Muanza Kamunga de rappeler l'histoire du CGEA que le Ministre maîtrise parfaitement.

Le data center Luc Gillon, du nom du premier dirigeant de ce centre stratégique, le même qui a créé l'université de Kinshasa, à l'époque Lovanium et qui a doté la RDC de son premier réacteur nucléaire de recherche de marque trico, est l'un des projets implémentés par le comité de gestion qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

L'objectif est de redorer l'image de marque de la RDC en tant que premier pays africain à avoir acquis un réacteur nucléaire.

Le Ministre Gilbert Kabanda s'est personnellement rendu compte de l'état actuel du réacteur nucléaire Triga 2.
PHOTO DROITS TIERS

Aujourd'hui considérée à la traîne, il y a lieu, à en croire le staff dirigeant du CGEA, de changer cette donne.

Cela implique une nouvelle dynamique tant du côté des dirigeants de ce service public à caractère scientifique et technique que de hautes autorités du pays à qui le Ministre Gilbert Kabanda se fera le devoir de transmettre les desiderata de ses interlocuteurs.

Avant de quitter le centre nucléaire, le ministre Gilbert Kabanda a été intercepté par les syndicalistes qui n'ont pas manqué d'insister sur l'amélioration du traitement des chercheurs et autres techniciens qui sont privés de beaucoup de primes, du reste légitimes , alors qu'elles sont d'application dans d'autres structures et institutions.

Gilbert Kabanda, tout en reconnaissant cette injustice, a promis d'agir dans le meilleur délai.

Mathy MUSAU

MILITANTE DE DROITS DE LA FEMME EN RDC

Julienne Lusenge parmi les 6 lauréats du prix des droits de l'homme de l'ONU 2023

La nouvelle est tombée le jeudi 20 juillet dans la soirée, la militante de droits de la Femme, directrice exécutive du Fonds pour la femme congolaise et Présidente du Conseil d'administration de la Solidarité féminine pour le développement intégral, Julienne Lusenge est parmi les six lauréats du prix des droits de l'homme de l'ONU 2023. C'est le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Csaba K?rösi, qui a annoncé cette nouvelle sur le site de cette organisation mondiale.

C'est grâce à son travail acharné depuis plus de 20 ans sur la prise en charge holistique des femmes victimes des violences sexuelles dans la partie Est de la République que cette grande activiste des droits la femme a été reconnue par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'ONU reconnaît une " *leader, artisane de la paix, militante des droits humains et ardente défenseure* ".

Cette institution mondiale salue son engagement notamment dans la prévention et la réduction des violences sexuelles et sexistes, le renforcement de la participation et du leadership des femmes dans la consolidation de la paix, l'engagement politique au sein de la société civile.

D'après la source, la cérémonie de remise du Prix 2023 aura lieu au Siège des Nations Unies à New York au mois de décembre 2023, dans le cadre des activités de la célébration de la Journée mondiale des droits de l'homme.

Selon la source, les lauréats proviennent de tous les continents. Ils ont été choisis par un comité spécial parmi plus de 400 candidatures reçues des États membres du système des Nations Unies et de la société civile.

Les cinq autres récipiendaires sont l'éducateur communautaire et activiste Urugayen Julio Pereyra, le Centre des droits de l'homme " Viasna " du Bélarus, le Centre d'études sur les droits de l'homme d'Amman en Jordanie ainsi que la Coalition mondiale des organisations de la société civile, des peuples autochtones, des mouvements sociaux et des communautés locales.

Parmi les précédents lauréats du Prix figurent Jimmy Carter, Nelson Mandela, le Dr Denis Mukwege, Eleanor Roosevelt, Malala Yusafzai et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Pour rappel, le Prix, créé par l'Assemblée générale en 1966, a été décerné pour la première fois en 1968 lors de ce que l'on appelle aujourd'hui la Journée mondiale des droits de l'homme, le 10 décembre. Il est décerné tous les cinq ans pour " des réalisations exceptionnelles dans le domaine des droits de l'homme.

Mme Julienne Lusenge, une " leader, artisane de la paix, militante des droits humains et ardente défenseure ", reconnaît l'ONU.PHOTO TIERS

Julienne Lusenge est lauréate de plusieurs prix internationaux.

Mathy MUSAU

Collectif contre le racisme et les discours de haine
Communiqué

Incitation à la haine : Bitakwira ne doit pas se cacher derrière le livre de Charles Onana

Invité par le parquet général près la Cour de cassation ce jeudi 20 juillet 2023, Justin Bitakwira Bihona Hayi est ressorti libre après plusieurs heures d'audition. Se confiant à la presse présente sur les lieux, il s'est caché derrière le livre du polémiste franco-camerounais Charles Onana intitulé "Holocauste au Congo" dont il s'est dit simple commentateur. Avant de donner à l'inspecteur de police judiciaire et au procureur général qui l'ont reçu deux semaines pour lire le livre avant toute prochaine audience.

Comme attendu, le mobile de l'invitation était relatif à ses propos tenus sur le plateau de l'émission ''*Bosolo na politik*'' contre les congolais Tutsi qu'il a qualifiés globalement de ''*race méchante*'' et de ''*criminels nés*''. Le Collectif contre le racisme et les discours de haine s'offusque contre cette sortie médiatique de M. Bitakwira qui se croit permis de donner des instructions à la justice avec arrogance.

Plus important : M. Bitakwira ne peut pas se cacher derrière le livre de M. Onana pour justifier ses propos haineux. L'homme est coutumier du fait. En septembre 2021, dans un audio largement partagé dans les réseaux sociaux, M. Bitakwira avait tenu ces propos :

- «*C'est moi Bitakwira Bihona Hayi Justin, je parle depuis Kinshasa. Je suis en train de suivre tout ce qui se passe chez nous. D'ailleurs je viens de là récemment. La guerre que nous menons contre les Tutsi prend une vitesse supérieure. Et vous devez savoir que ce combat est en train d'affaiblir ces gens que nos grand-pères et nos pères ont accueillis comme rwandais, étudiant et logeant dans nos familles*». (…)

- «*Tout jeune mufuliro doit s'engager dans une guerre contre les Banyamulenge et celui qui s'abstiendra sera traité comme un ennemi et va subir un sort tragique*».

Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme avait condamné ces propos.

Le 9 décembre 2022, M. Bitakwira a été sanctionné par l'Union européenne pour les raisons ci-après :

1. Avoir, de manière répétée, incité à la violence et encouragé la discrimination et l'hostilité à l'égard de la communauté Banyamulenge, ciblée et attaquée par des groupes armés ;

2. Ces discours et déclarations incendiaires contribuent à alimenter le conflit et la violence en RDC, en particulier dans la région des Hauts-Plateaux, caractérisée par des conflits intercommunautaires ;

3. M. Justin Bitakwira est donc responsable d'entretenir le conflit armé, l'instabilité et l'insécurité en RDC en incitant à la violence.

M. Bitakwira saisit toute occasion, lorsqu'il se trouve face à des auditoires ignorants, pour semer la haine contre les Tutsi en usant de mensonges et manipulations de toutes sortes. Cela a encore été le cas le samedi 1er juillet lors d'une conférence organisée à l'académie des beaux-arts pour la présentation du livre Holocauste au Congo. M. Bitakwira a tenu ces propos :

«*Savez-vous que Museveni est né au Rwanda, à Butare ? Museveni, il est né à Butare, c'est un Tutsi du Rwanda, mais président en Ouganda. Tu as déjà vu la morphologie de Ruto ? Tu as déjà bien regardé ? Regardes bien. Quand vous entendez parler de l'empire Hima, c'est ça ! Ils peuvent s'appeler Ruto, Kagame, Museveni, c'est entre eux. Vous connaissez bien l'Afrique de l'Ouest ? Sais-tu que la majorité des présidents ouest-africains, tous, en majorité sont Peuls ? Les Peuls sont les Tutsi d'Afrique de l'Ouest*».

Ces propos, qui relèvent d'une paranoïa anti-Tutsi mortifère, démontrent, si besoin en était encore, l'ignorance de leur auteur, mais aussi sa volonté de manipuler les esprits faibles. En effet, M. Yoweri Kaguta Museveni est un citoyen ougandais né dans la ville de Ntungamo, chef-lieu du district éponyme, en Ouganda. Il appartient à la communauté de Banyankole, et doit son nom (''*Seven*'', sept en Anglais) au septième bataillon d'une armée coloniale britannique dénommée King's African Rifles, dont les soldats étaient recrutés dans les colonies et protectorats de la couronne. Quant au président kenyan actuel William Ruto, il est d'ethnie Kalendjin, une population qui tire ses lointaines origines du Soudan actuel, et connue pour les performances sportives de ses ressortissants en athlétisme où, depuis les années 1980, ils ont remporté plus de 40% des médailles aux jeux olympiques et aux championnats mondiaux d'athlétisme dans les course de fond et demi-fond.

Enfin, les allégations sur les Peuls sont également un tissu de mensonges. En effet, selon l'encyclopédie en ligne Wikipédia, les Peuls vivent dans les pays ci-après d'Afrique de l'Ouest, centrale et de l'Est : Nigeria, Niger, Cameroun, Mali, Sénégal, Mauritanie, Guinée, Tchad, Gambie, Burkina Faso, Bénin, Guinée Bissau, Sierra Leone, Ghana, Côte d'Ivoire, Togo et Soudan. Or, les présidents de ces différents pays appartiennent aux groupes ethniques suivants : Nigeria : Bola Tinubu (Yoruba), Niger : Mohamed Bazoum (Arabe), Cameroun : Paul Biya (Fang), Mali : Assimi Goïta (Minianka), Sénégal : Macky Sall (Toucouleur-Peul), Mauritanie : Mohamed El Ould Ghazaouani (Arabe), Guinée : Mamady Doumbouya (Malinké), Tchad : Mahamat Idris Deby (Zaghawa), Gambie : Adama Barrow (Malinké), Burkina Faso : Ibrahim Traoré (Bwaba), Bénin : Patrice Talon (Houéda), Guinée Bissau : Umaro Sissoko Embalo (Peul), Sierra Leone : Julius Maada Bio (Mende), Ghana : Nana Akuffo Ado (Akwamu), Côte d'ivoire : Alassane Ouattara (Malinké), Togo : Faure Gnassingbé (Kabyè), Soudan : Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan (Arabe).

Sur les 17 pays, seuls deux, le Sénégal et la Guinée Bissau, sont dirigés par des personnes d'origine peule, démocratiquement élues par ailleurs. C'est sur base de ce genre de mensonges que M. Bitakwira base sa propagande haineuse contre les Tutsi-Banyamulenge.

Compte tenu de ce qui précède, le Collectif contre le racisme et les discours de haine réitère son appel à la justice pour poursuivre le traitement du cas Bitakwira pour incitation à la haine ethnique jusqu'au procès qui devrait servir d'exemple à tous ceux qui embouchent les trompettes de la haine.

Fait à Kinshasa, le 22 juillet 2023

Pour le Collectif contre le racisme et les discours de haine

Belhar MBUYI, journaliste

Thomas GAMAKOLO, avocat.

L' ACTUALITE, C'EST SUR WWW.FORUMDESAS.NET

1ER SALON DE RECRUTEMENT DES ENTREPRISES CHINOISES

13 entreprises chinoises ouvrent leurs portes aux demandeurs d'emploi congolais

L'Institut Confucius de l'Académie diplomatique Congolaise, en collaboration avec quelques entreprises chinoises, a organisé la première édition du " Salon de recrutement des entreprises chinoises, Edition 2023 ", le samedi 22 juillet à Kinshasa. Cette activité vise à mettre en contact les employeurs chinois avec demandeurs d'emploi congolais. Plus de 700 demandeurs d'emplois se sont entretenus avec les responsables de treize entreprises chinoises et ont déposé leurs dossiers.

Dans une partie des bâtiments de l'Institut de la Gombe, entre 13h et 16h, des jeunes ont afflué. Farde à la main, en tenue de ville, ils sont venus tenter leur chance sur le marché de l'emploi. Les demandeurs d'emploi ont défilé devant les différents recruteurs qui, pour la plupart, évoluent dans le secteur des infrastructures, du bâtiment, des assurances, de la technologie ainsi que la communication, du commerce...

Du côté des organisateurs, le Directeur Congolais de l'Institut Confucius, Eloi Fundi, veille au grain pour que tout se déroule dans les meilleures conditions. De l'entretien au dépôt des dossiers en passant par un briefing.

" *Face à la forte demande d'emploi de la jeunesse congolaise et le besoin des entreprises chinoises d'une main-d'œuvre qualifiée, l'Institut Confucius a initié cette activité pour servir de pont entre les deux parties. Et comme la langue constitue parfois une barrière, l'Institut offre ses services pour mettre en contact les recruteurs chinois et les demandeurs congolais. Nous briefons les jeunes lorsqu'ils arrivent et les orientons vers les différents stands où le personnel des entreprises chinoises est présent pour s'entretenir avec eux* ".

DES POSTULANTS CONFIANTS

Parmi les demandeurs d'emploi, il y a Freddy Misangi, la vingtaine révolue, étudiant finaliste à l'Institut national des Bâtiments et Travaux publiques (INBTP). "

L'Institut Conficius de l'Académie diplomatique congolaise recevant des demandeurs d'emplois congolais dans plusieurs secteurs. PHOTO DROITS TIERS

Je suis également étudiant à l'Institut Confucius et j'ai eu l'opportunité de postuler dans plusieurs entreprises dans le secteur de la construction pour maximiser les chances. Les entretiens se sont bien déroulés et je pense que j'ai toutes mes chances d'obtenir un poste. Mes connaissances en mandarin sont un atout", s'est réjoui l'étudiant.

Après avoir fait ses études durant quatre ans en Chine, Angel Miyangi, issue de Shandong Technology and Business University de la province de Shandong, a aussi participé au Salon de recrutement. Elle parle couramment l'anglais et continue de perfectionner l'apprentissage de la langue chinoise à l'Institut Confucius de Kinshasa. " *J'ai postulé dans le secteur du commerce international et je croise les doigts pour que jobtienne un poste. Les femmes ne sont pas nombreuses parmi les postulants, ainsi j'espère que la balance va pencher de notre côté*", a confié la postulante avec sourire.

Dans le domaine de la construction il y avait le choix entre, CREC 7 et 8, Poly Changda, Hummel Covec, Groupe Guangping International, Sinohydro, China First Highway Engineering. Du côté de technologie et communication, les entreprises Huawei et Techno ont marqué leur présence. Pour les mines et énergie Tenke Fungurume Mining a placé son stand de recrutement, Global Pionner Assurance a fait de même du côté des assurances. HK-Genset Sarl a reçu les postulants intéressés par le domaine de l'électricité et Excellence Trade pour le commerce.

L'Institut Confucius est un projet qui évolue dans le cadre de la coopération sino-congolaise plus précisément dans son secteur culturel. Il a pour mission principal l'enseignement de la langue chinoise. A aussi comme attribution l'organisation des textes internationaux du niveau de langue du mandarin et les échanges culturels entre la Chine et la RDC. A cet égard, beaucoup d'activités sont organisées.

Au vu du caractère dynamique du secteur de l'emploi, les organisateurs préparent déjà le prochain Salon.

Fyfy Solange TANGAMU

Le Chess Club Motel Fikin pour l'intégration du jeu d'échecs en milieu scolaire

Le club des joueurs de jeu d'échecs de Motel Fikin à Limete (Chess Club Motel Fikin) envisage l'intégration du jeu d'échecs en milieu scolaire. C'est ce qu'a déclaré à Forum des As, David Omokoko, coach et vice-président de ce club situé au quartier résidentiel Limete, à l'occasion de la journée mondiale du jeu d'échecs célébrée le 20 juillet de chaque année.

«*Nous souhaitons pour l'avenir non seulement pérenniser notre club, mais aussi et surtout intégrer la pratique du jeu d'échecs en milieu scolaire. Nous avons à cœur d'introduire ce jeu auprès des jeunes et plus jeunes enfants. La pratique des échecs leur permettra de travailler leur concentration ainsi que leur perception des choses. Forgeant l'esprit d'équipe, les échecs se présentent aussi comme une détente saine pour eux*», a déclaré ce coach ayant contribué avec d'autres jeunes, à l'instar de Déo Tumba, un autre passionné, à la vulgarisation du jeu d'échecs auprès des jeunes de ce coin de Limete.

LE CLUB LE PLUS ACTIF DE KINSHASA

«*Créé vers les années 2004-2005, le Chess Club Motel Fikin est membre de la Fédération congolaise du jeu d'échecs (Fecojec). Il regroupe une cinquantaine des membres, dont les plus jeunes sont âgés de 6 ans. L'inscription et la participation sont gratuites. Parmi les membres, figure même un citoyen thaïlandais avec qui nous partageons la passion des échecs*», a déclaré

Des joueurs se livrant à des parties d'échecs au siège du Chess Club Motel Fikin à Limete. PHOTO CHESS CLUB MOTEL FIKIN

Trésor Kambale, capitaine du club.

«*Du lundi au vendredi,* ajoute-t-il, *les membres du club s'adonnent aux entraînements pour se perfectionner. Le week-end est réservé à l'apprentissage de différentes techniques pour les nouveaux. Des parties d'échecs pour juniors (6-20 ans) et séniors (plus de 20 ans) sont organisées chaque samedi et dimanche de 12h00 à 16h00*».

«*Avec plusieurs titres et prix à l'actif des joueurs de notre club, le Chess Club Motel Fikin figure en bonne place sur la liste des clubs les plus actifs de la ville de Kinshasa*», a conclu ce jeune ayant déjà remporté deux fois le championnat de Kinshasa des échecs dans sa catégorie.

A LA RECHERCHE DES SPONSORS

Travaillant avec les moyens du bord, le Chess club Motel Fikin est à la recherche des sponsors. Cela lui permettra de faire face à divers besoins requis en vue d'une meilleure vulgarisation du jeu d'échecs auprès de la population, particulièrement les jeunes.

«*Nous sommes à la recherche de sponsors*», a lâché David Omokoko.

Aimé TUTI/CP

AUX JEUNES BAKONGO REUNIS A LA PAROISSE CEC/MATETE

Dieudonné Bifumanu : "La force de la communauté repose entre nos mains "

Pour le coordonnateur de la Notabilité Kongo ASBL, Dieudonné Bifumanu Nsompi, les jeunes du Kongo Central doivent être la locomotive du développement de leur province en donnant l'élan pour que le pays se développe en mettant la main à la pâte, en devenant des acteurs. C'est le sens de la conférence que cette ASBL a organisée avec des jeunes originaires du Kongo Central résidant à Kinshasa le samedi 22 juillet courant en l'église de la paroisse CEC/ Matete, sous le thème : " Les jeunes kongo et le développement de la RDC".

Le Pr émérite Bernard Buasa et Eric Makwala sont les deux intervenants qui ont animé cette conférence sous la modération de Corinne Kesa Mahio, conseillère du ministre des Droits humains, Fabrice Puela.

Dans son mot de circonstance, le coordonnateur de la Notabilité Kongo ASBL a circonscrit l'objet de la conférence. La première chose à retenir, a-t-il dit aux nombreux jeunes réunis au temple, est celle de savoir : *''que faire nous jeunes du Kongo Central pour contribuer au développement du pays''. " Beaucoup de personnes,* a-t-il renchéri, *reconnaissent que si la RDC se lève, l'Afrique va se développer. Le rôle de la RDC étant de prendre l'élan* ", rappelant au passage la très célèbre phrase prémonitoire de Franz Fanon selon laquelle ''l'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve au Congo''. Selon Dieudonné Bifumanu, bien des analyses sont déjà faites selon lesquelles les Bakongo doivent donner l'élan pour que le pays se développe.

SERIE DE RENCONTRES

Cet élan passe par cette sensibilisation que la Notabilité Kongo a initiée depuis plusieurs mois. En effet, depuis sa création, la Notabilité Kongo ASBL a fait de la sensibilisation des différentes couches des Bakongo son cheval de bataille. Si bien que les assises de Matete constituent la suite d'une série de rencontres que la Notabilité Kongo a initiées depuis quelques mois dans le cadre de la sensibilisation de plusieurs couches de la société sur cette question. Ainsi, enseignants, professeurs d'université ont été déjà sensibilisés notamment à la survie de la langue kikongo qui se meurt, D'où la conférence de ce samedi. L'ASBL ambitionne de le faire prochainement auprès des mamans, les artistes musiciens kongo... Car, estime le coordonnateur de la Notabilité Kongo, chaque catégorie socio-professionnelle a un rôle à jouer. " *Vous allez remplacer la génération vieillissante. Vous devez vous sentir concernés* ", s'est-il adressé aux jeunes.

De g. à dr. Corinne Kesa Mahio, Pr Bernard Buasa, Dieudonné Bifumanu et Eric Makwala. PHOTO FORUM DES AS

Le professeur Bernard Buassa, devenu émérite depuis le vendredi 21 juillet, a plongé l'assistance dans une sorte d'histoire de l'éducation en RDC, de l'époque coloniale à ce jour. Il a rappelé le degré des efforts que chaque période ou régime - 5 au total - a consacré à la jeunesse. Si à l'époque coloniale, la politique éducationnelle des Belges avait promu la jeunesse par le budget qui était consacré à l'éducation, le régime de Mobutu a également privilégié la jeunesse car elle pouvait accéder directement à l'autorité de l'Etat. Ce qui n'était pas le cas sous le régime de l'AFDL, ainsi que sous Joseph Kabila

QU'ATTENDENT LES AINES DES JEUNES ?

Qu'attendent les aînés des jeunes ? Ce que les aînés attendent des jeunes, c'est le sens du devoir, de l'excellence, de la simplicité, de la discrétion, la disponibilité, la culture de l'humilité, le sacrifice, l'exemplarité, la collégialité, s'organiser en groupes de travail.

L'orateur a reconnu que le régime actuel est prometteur dans la promotion de la jeunesse avec des nominations des jeunes dans des institutions, la gratuité de l'enseignement de base qui vient de sauver 6 millions d'enfants.

" *Ce pays, c'est vous. Soyez-en conscients. Ne suivez pas notre exemple qui vous a trahis* ", a conclu cet enseignant qui s'est consacré près d'un demi-siècle dans la formation de la jeunesse. Avant de demander pardon à la jeunesse pour cette trahison.

Pour Eric Makwala, " *notre communauté commence à se perdre car elle perdu beaucoup de ses valeurs, ainsi les aînés ont décidé d'organiser la communauté kongo* ".

COMMENT S'ORGANISER

Pourquoi organiser la communauté ? Comment s'organiser ? Son intervention était axée sur ces deux points. Et de répondre : " *Parce que cette communauté doit rester la plus forte en RDC et en Afrique. Parce que notre communauté a un grand rôle à jouer dans le développement de la RDC et la promotion de l'Afrique. Parce que la vocation d'être la locomotion de l'Afrique du train de grande vitesse qu'est la RDC*".

Comment s'organiser ? Pour l'intervenant, " *il faut d'abord commencer à sensibiliser les jeunes du Kongo Central à intérioriser notre appartenance à la communauté, notre culture, notre langue* ". En outre, par la restauration des valeurs kongo car le Mukongo se caractérise par la politesse,, l'intégrité, la discipline, le travail, la bonne gouvernance, l'amour...Enfin, par l'organisation des jeunes bakongo dans des entreprises, Eglises, des associations.

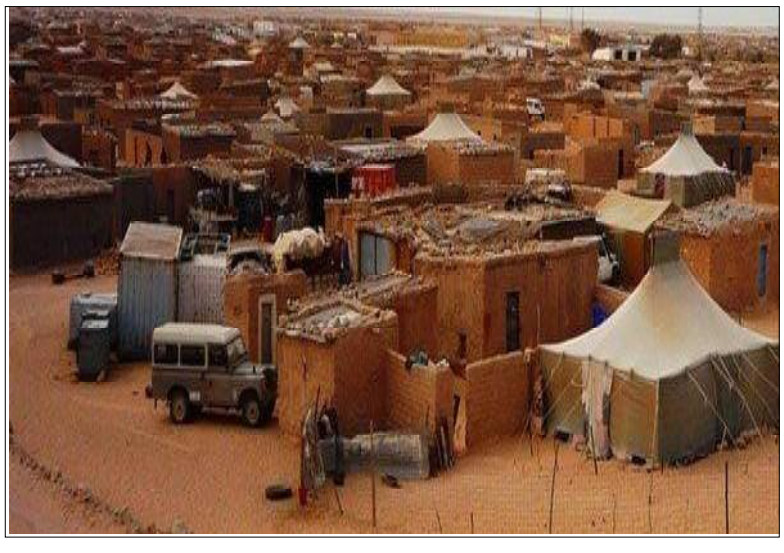
En conclusion, le coordonnateur de la Notabilité Kongo ASBL a estimé que si la communauté est bien organisée, les Bakongo auront toujours de l'emploi, tout en les encourageant à se mobiliser en grand nombre à chaque appel pour se faire remarquer auprès de l'opinion. Car, a-t-il fait remarquer, les autres disent des Bakongo qu'ils ne comptent pas. " *C'est à nous jeunes qu'appartient l'avenir de la communauté. Il a encouragé les " La force de la communauté repose entre nos mains* ", a-t-il conclu.

Kléber KUNGU

Dakhla : Condamnation de l'enrôlement systématique d'enfants soldats à Tindouf

Le Centre international de recherches sur la prévention des enfants soldats à Dakhla a condamné vigoureusement les violations et l'enrôlement militaire systématique d'enfants dans les camps de Tindouf en Algérie.

Dans un communiqué publié, vendredi, le Centre dit rester " *profondément préoccupé par la poursuite du recrutement systématique*" d'enfants-soldats dans les camps de Tindouf en Algérie après avoir assisté à un défilé de centaines d'enfants (garçons et filles) en uniformes militaires.



" *Nous avons directement fait part de nos profondes préoccupations à la communauté internationale et tenons l'Algérie pour responsable juridique et morale de cette violation flagrante et de ce mépris du droit international humanitaire sur son sol* ", ajoute la même source.

Le Centre rappelle également dans son communiqué que l'Algérie est partie à la Convention relative aux droits de l'enfant et a l'obligation de respecter, de protéger et de réaliser les droits des enfants à la vie, à la vie privée, à la liberté de pensée et de réunion pacifique.

"*Notre Centre exhorte tous les militants des droits de l'Homme, les chercheurs et les journalistes à faire preuve de conscience professionnelle et d'intégrité intellectuelle afin qu'aucune pression ne soit exercée sur les parents par la milice du polisario*", conclut-il.

Créé en 2022 à Dakhla, le Centre international de recherches sur la prévention des enfants soldats a pour objectif de contribuer à la lutte contre le recrutement des enfants-soldats, à travers notamment la sensibilisation sur leur sort, les processus de leur embrigadement, ainsi que sur les causes sous-jacentes qui alimentent la persistance de ce fléau.

Avec MAP

SM le Roi félicite le président égyptien à l'occasion de la commémoration de la Révolution du 23 juillet

Rabat – Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message de félicitations au Président de la République arabe d'Égypte, M. Abdel Fattah Al-Sissi, à l'occasion de la commémoration par son pays de l'anniversaire de la Révolution du 23 juillet.

Dans ce message, SM le Roi exprime Ses chaleureuses félicitations au président Al-Sissi et au peuple égyptien frère, implorant le Très-Haut de renouveler pareille occasion dans davantage de progrès et de prospérité pour le président égyptien et la République arabe d'Égypte.

Le Souverain saisit cette occasion pour faire part de Sa fierté des relations de fraternité et d'amitié solides unissant les deux pays, réitérant Sa détermination à continuer à œuvrer de concert avec le président Abdel Fattah Al-Sissi afin de hisser la coopération bilatérale au niveau des aspirations des deux peuples frères.

MAP

Sahara marocain: La reconnaissance israélienne, "signe avant-coureur" d'une paix et d'une prospérité durables (Procureur général US)

Washington - La reconnaissance par Israël de la souveraineté du Maroc sur son Sahara est "*le signe avant-coureur*" d'une paix et d'une prospérité durables dans la région, a souligné samedi le procureur général de l'Etat américain de l'Utah (ouest), Sean Reyes.

Dans un tweet, le républicain a qualifié la décision d'Etat israélienne de "*nouvelle remarquable*".

Un communiqué du Cabinet Royal publié lundi dernier avait annoncé que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a reçu une lettre du Premier ministre de l'Etat d'Israël, Benyamin Netanyahu par laquelle il a porté à la Très Haute Attention du Souverain la décision de l'Etat d'Israël de "*reconnaître la souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara occidental*".

A cet égard, le Premier ministre israélien a indiqué que cette position de son pays sera "*reflétée dans tous les actes et les documents pertinents du Gouvernement israélien*".

Il a souligné, en outre, que ladite décision sera "*transmise aux Nations Unies, aux organisations régionales et internationales dont Israël est membre, ainsi qu'à tous les pays avec lesquels Israël entretient des relations diplomatiques*".

Dans sa lettre au Souverain, le Premier ministre israélien a affirmé qu'Israël examine positivement "*l'ouverture d'un Consulat dans la ville de Dakhla*", et ce dans le cadre de la concrétisation de cette décision d'Etat".

MAP

M. Bourita met en avant à Rome les fondamentaux de la Vision Royale sur la question migratoire

Rome - Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, a mis en avant, dimanche à Rome, les fondamentaux de la Vision Royale sur la question migratoire.

"*Le Maroc a été de tous les débats sur la migration*'', a affirmé le ministre, qui s'exprimait lors d'une Conférence internationale sur le développement et la migration, présidée par la Première ministre italienne, Giorgia Meloni.

"*SM le Roi Mohammed VI est Leader de l'UA sur la question de la migration*", a relevé M. Bourita, notant que la Vision du Souverain sur la migration est contenue dans l'Agenda Africain pour la Migration et incarnée par la création de l'Observatoire Africain des Migrations.

Dépositaire moral du Pacte Mondial sur les migrations sûres, ordonnées et régulières (Pacte de Marrakech), le Maroc place l'être humain au centre de l'équation migratoire, a fait savoir le ministre, notant que la vision du Royaume considère qu'"*une approche humaine n'est pas incompatible avec une gouvernance rationnelle*".

La vision du Maroc est aussi tournée vers l'Afrique, a-t-il poursuivi, indiquant qu'elle consiste à refuser le décalage entre la perception de la migration et son poids.

La migration africaine a lieu d'abord en Afrique, a-t-il fait observer, appelant à regarder la migration pour ce qu'elle est. Selon M. Bourita, "*la migration n'est ni un fardeau insupportable ni une richesse absolue, mais peut être un catalyseur du développement*".

Il a, également, insisté sur l'impératif de "*ne pas céder aux passions et aux tentations des discours simplistes, stéréotypés et sommaires*".

En ce sens, "*le Maroc considère que le tout-sécuritaire est une erreur de jugement. La migration ne peut pas être régulée sans un accompagnement pour assurer des voies légales pour la mobilité humaine et une lutte résolue contre les réseaux de trafic d'êtres humains et de migrants, sans confondre les criminels avec les victimes*", a ajouté M. Bourita.

Ainsi, le ministre a exprimé la disposition du Maroc à contribuer au processus de Rome, appelant à s'interroger sur les raisons de l'inefficacité des partenariats existants avant de se lancer dans une nouvelle initiative.

La véritable faiblesse des partenariats du passé, c'est qu'ils n'ont pas été suffisamment appliqués, a-t-il estimé, notant qu'il conviendrait de "*s'entendre de manière claire sur la place de nos engagements multilatéraux, particulièrement nos engagements par rapport au Pacte de Marrakech, adopté dans le cadre des Nations Unies*".

"*Il faut se départir de la tentation de faire peser de manière disproportionnée la responsabilité sur l'Afrique alors que 80% des flux migratoires s'opèrent en Afrique elle-même*", a plaidé M. Bourita.

"*Aucun pays ne peut jouer seul sa propre partition*", a-t-il souligné, mettant en garde contre la sous-traitance de la gestion des migrations et l'externalisation des frontières.

D'après lui, les pays de transit ne doivent pas être injustement singularisés. "*Faire peser ce poids sur ces pays serait aux antipodes de la responsabilité partagée*", a-t-il pointé, notant que "*la responsabilité partagée consiste aussi en des partenariats équilibrés, qui privilégient le traitement d'égal à égal, car l'Afrique n'est pas à la poursuite d'aides, elle est à la recherche de partenaires*". "*Nous regrettons par ailleurs que tout le monde s'empresse de trouver des solutions à la migration irrégulière, mais que personne ne songe à renforcer la migration régulière", a-t-il indiqué, relevant qu'il y a des "concepts dont le sens et les modalités pratiques de mise en œuvre nous semblent inadéquats et contreproductifs par rapport à la nature coopérative que ce processus a l'ambition de construire*".

Le Maroc est disposé à contribuer à ce Processus, conformément à sa législation nationale, ses engagements internationaux et régionaux, pourvu que le Processus de Rome puisse compléter les autres processus régionaux existants et apporter une valeur ajoutée tenant compte des besoins et spécificités de chaque pays, a affirmé le ministre, soulignant que le processus de Rome peut s'inscrire dans le cadre global du référentiel existant en matière de migration et notamment du Pacte de Marrakech.

Par ailleurs, M. Bourita a estimé que le lien entre les migrations internationales et le développement mérite d'être repensé selon une approche basée sur le potentiel et non le risque, faisant part d'un message de solidarité, de responsabilité partagée et d'humanité.

Cet évènement, organisé à l'initiative du gouvernement italien, sous la thématique "*engagements et solutions partagées pour la Méditerranée et l'Afrique*", a réuni des dirigeants des États de la rive sud de la Méditerranée élargie, du Moyen-Orient et du Golfe, ainsi que les États membres de l'Union européenne de première arrivée et un certain nombre de pays du Sahel et de la Corne de l'Afrique, ainsi que les chefs des institutions européennes et des institutions financières internationales.

Selon le Conseil des ministres italien, cette conférence tend notamment à lancer une feuille de route internationale pour la mise en œuvre de mesures concrètes pour la croissance et le développement dans l'ensemble de la Méditerranée et de l'Afrique, s'attaquer aux causes profondes des flux migratoires irréguliers pour vaincre les activités criminelles des trafiquants d'êtres humains et de trouver des solutions pour protéger l'environnement et relever les défis de la diversification énergétique et du changement climatique.

MAP

La Russie et l'Afrique: unir nos efforts pour la paix, le progrès et un avenir prospère

(Par Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie)

Le 27 et le 28 juillet, Saint-Pétersbourg accueille le deuxième Sommet Russie-Afrique et le Forum économique et humanitaire Russie-Afrique. À la veille de ces grands événements représentatifs qui réuniront des chefs d'État et de gouvernements, des entrepreneurs, des scientifiques et des personnalités publiques, je tiens à partager avec les lecteurs des majeurs médias du continent africain ma vision du développement des relations russo-africaines. Je voudrais aussi indiquer les vecteurs de coopération qui sont prioritaires pour notre travail commun dans les décennies à venir du XXI siècle.

Les relations de partenariat entre notre pays et l'Afrique ont des racines fermes et profondes et se sont toujours distinguées par la stabilité, la confiance et la bienveillance. Nous avons constamment soutenu les peuples africains dans leur lutte pour la libération du joug colonial. Nous les avons aidés à mettre en palce les institutions d'État, à renforcer leur souveraineté et leur capacité de défense. Nous avons beaucoup fait pour jeter les bases solides des économies nationales. Vers le milieu des années 1980 plus de 330 grands sites d'infrastructure et d'industrie ont été construits en Afrique avec la participation de nos spécialistes – centrales électriques, systèmes d'irrigation, entreprises industrielles et agricoles qui fonctionnent avec succès jusqu'à nos jours en apportant toujours une contribution importante au développement économique du continent. Des dizaines de milliers de médecins, spécialistes techniques, ingénieurs, officiers et enseignants africains ont été formés dans notre pays.

Je tiens particulièrement à souligner notre collaboration traditionnellement étroite sur la scène internationale, la protection déterminée et conséquente par l'URSS et ensuite par la Russie des intérêts des pays africains dans le cadre des formats multilatéraux. Nous avons toujours été strictement attaché au principe «*aux problèmes africains - solutions africaines*», tout en restant solidaires avec les Africains dans leur lutte pour l'autodétermination, la justice et la défense de leurs droits légitimes. Nous n'avons jamais cherché à imposer à nos partenaires nos propres idées sur leur organisation intérieure, les formes et les méthodes de gouvernance, les objectifs du développement et les voies pour les atteindre. Notre respect de la souveraineté des États africains, de leurs traditions et valeurs, de leur volonté de choisir eux-mêmes leur destin et de bâtir librement les relations avec leurs partenaires reste inchangé.

"Notre respect de la souveraineté des États africains reste inchangé"

Nous apprécions sincèrement le capital d'amitié et de coopération, accumulé de bonne foi, ainsi que les traditions de confiance et de soutien mutuel établis entre la Russie et les pays d'Afrique. Ce qui nous rapproche, c'est l'aspiration commune à la création d'un système des relations basé sur la priorité du droit international, la prise en compte des intérêts nationaux, l'indivisibilité de la sécurité, la reconnaissance du rôle coordinateur central de l'Organisation des Nations Unies.

Aujourd'hui le partenariat créateur, fiable, tourné vers l'avenir entre la Russie et l'Afrique est particulièrement significatif et important. Des centres de pouvoir et d'influence économiques et politiques puissants se forment dans le monde, ils s'affirment à plus haute voix et exigent d'être pris en compte. Nous sommes persuadés que le nouvel ordre mondial multipolaire dont les contours se dessinent déjà, sera plus juste et plus démocratique. Et il ne fait aucun doute que l'Afrique y aura toute sa place aux côtés de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine, qu'elle se libérera définitivement de l'héritage lourd du colonialisme et du néocolonialisme dont les pratiques contemporaines seront reniées.

La Russie voit d'un bon œil l'autorité internationale croissante de certains États et de l'Afrique en général ainsi que leur volonté de s'affirmer haut et fort, de prendre en main le règlement des problèmes du continent. Nous soutenons toujours les initiatives constructives de nos partenaires. Nous nous prononçons pour l'octroi aux pays africains d'une place digne au sein des structures qui déterminent le destin du monde, y compris le Conseil de sécurité des Nations Unies et le G20, ainsi que pour la réforme des institutions financières et commerciales universelles qui correspond aux intérêts des Africains.

Force est de constater que la situation internationale actuelle est loin d'être stable. Sur le fond de l'apparition de nouveaux défis et menaces on voit l'aggravation de vieux conflits qui couvent pratiquement dans chaque région. Et l'Afrique, comme nulle autre partie du monde, ressent le poids des problèmes globaux. Dans ces conditions difficiles nous espérons dresser, ensemble avec nos partenaires africains, un agenda de coopération non-discriminatoire. Les axes stratégiques de notre interaction ont été établis par les décisions du premier Sommet Russie-Afrique qui a eu lieu à Sotchi fin d'octobre 2019. Pour leur mise en œuvre efficace le Forum du partenariat Russie-Afrique a été constitué. Nous avons créé avec de nombreux États du continent des commissions intergouvernementales bilatérales pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technologique. L'extension du réseau des ambassades et représentations commerciales russes en Afrique est à venir. Nous mettons en place activement de nouveaux dispositifs destinés à mieux structurer les liens économiques et les rendre plus dynamiques.

Je me félicite de voir le chiffre d'affaires de la Russie avec les pays d'Afrique augmenter en 2022 pour atteindre presque 18 milliards de dollars américains. Mais nous sommes tous parfaitement conscients que le potentiel de notre partenariat commercial et économique est beaucoup plus grand. Les sociétés russes sont intéressées à intensifier leur travail sur le continent dans le high-tech, dans l'exploration géologique, dans le secteur énergétique, y compris l'énergie nucléaire, dans l'industrie chimique, dans l'exploitation minière et l'ingénierie des transports, dans l'agriculture et la pêche. Les transformations que le monde traverse exigent la recherche de solutions relatives au développement de nouvelles chaînes d'approvisionnement, à la formation d'un système monétaire et financier et des mécanismes de paiement fiables et protégés d'ingérences extérieures.

Nous comprenons l'importance de l'approvisionnement alimentaire stable pour le développement social et économique et le maintien de la stabilité politique des États africains. Par conséquent, nous avons toujours accordé beaucoup d'attention à des questions relatives aux livraisons de blé, d'orge, de maïs et d'autres cultures aux pays africains. Cela a été fait sur la base commerciale ou gratuite, à titre d'aide humanitaire, y compris dans le cadre du Programme alimentaire des Nations Unies. Ainsi, en 2022 la Russie a exporté en Afrique 11,5 millions de tonnes de céréales et presque 10 millions de tonnes pendant les six premiers mois de l'année en cours. Et ceci, malgré les sanctions imposées sur nos exportations qui entravent de

(Suite à la page 11)

La Russie et l'Afrique: unir nos efforts pour la paix, le progrès et un avenir prospère

(Suite de la page 10)

manière vraiment grave l'exportation des produits alimentaires russes vers les pays en développement, compliquent la logistique des transports, l'assurance et les transactions bancaires.

Beaucoup ont probablement entendu parler du soi-disant «*accord céréalier*» destiné initialement à assurer la sécurité alimentaire mondiale, réduire les menaces de la famine et aider les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine – c'est en effet pour cette raison que la Russie s'est engagée à contribuer à sa réalisation. Mais ce «*deal*», présenté à l'Occident comme l'aveu de son engagement et le bien pour l'Afrique, en réalité a été cyniquement utilisé uniquement pour l'enrichissement des grandes entreprises américaines et européennes qui exportaient et revendaient le blé ukrainien.

A vous d'en juger: dans le cadre du «*l'accord*» depuis près d'un an 32,8 millions de tonnes de marchandises ont été exportés depuis l'Ukraine dont plus de 70% sont arrivés aux pays à revenu élevé ou moyen, y compris l'Union européenne, tandis que les pays comme l'Éthiopie, le Soudan et le Somali, ainsi que le Yémen et l'Afghanistan, ont reçu moins de 3% du volume total, soit moins d'un million de tonnes.

Dans le même temps aucune des conditions du «l'accord» concernant la levée des sanctions sur les exportations russes de céréales et d'engrais aux marchés mondiaux n'a été remplie. En plus, même notre transfert gratuit d'engrais minéraux aux pays en besoin, les plus pauvres, se heurtent à des obstacles. De 262 000 tonnes d'engrais bloqués dans les ports européens, nous n'avons réussi à envoyer que deux parties – 20 000 tonnes au Malawi et 34 000 tonnes au Kenya. Le reste est toujours entre les mains malhonnêtes des Européens. Et cela, malgré le fait qu'il s'agit d'un geste purement humanitaire censé en principe être exempté de toutes les sanctions.

Compte tenu de ces faits, la poursuite de «*l'accord céréalier*», qui n'a pas répondu à sa vocation humanitaire, a perdu son sens. Nous nous sommes opposés à la prolongation de «l'accord», et à partir du 18 juillet dernier sa mise en œuvre a été terminée. Je tiens à vous assurer que notre pays est capable de substituer le blé ukrainien aussi bien à titre commercial qu'à titre gratuit, d'autant que cette année nous nous attendons encore à une récolte record.

Malgré les sanctions, la Russie continuera à œuvrer avec enthousiasme pour organiser des livraisons de céréales, de produits alimentaires, d'engrais en Afrique, sans s'y limiter. Nous apprécions beaucoup tout l'éventail des relations économiques avec l'Afrique que nous continuerons de développer de manière dynamique avec des États ainsi qu'avec les entités inter-étatiques régionales et, certes, avec l'Union africaine. Nous saluons le cap stratégique de cette organisation vers l'intégration économique ultérieure et la mise en place de la zone de libre-échange continentale africaine. Nous sommes prêts à établir des relations pratiques et mutuellement avantageuses, y compris en lien avec l'Union économique eurasiatique. Nous sommes également disposés à intensifier la coopération avec d'autres associations régionales d'États du continent.

Nous prévoyons, conformément à la tradition, de continuer à offrir notre assistance dans la formation des cadres nationaux pour les États africains. Aujourd'hui près de 35 000 étudiants du continent font leurs études dans notre pays, dont plus de 6 000 grâce aux bourses russes. Chaque année nous augmentons le nombre de bourses offertes, faisons la promotion de la formation rémunérée et des échanges universitaires qui prennent de l'ampleur ces derniers temps.

Il est dans notre intérêt commun d'atteindre un nouveau niveau plus élevé dans la coopération humanitaire, dans le domaine de la culture, du sport, des médias. Je saisis cette occasion pour inviter nos jeunes amis africains à venir en Russie au Festival mondial de la jeunesse en mars 2024 à Sotchi. Ce forum international de grande envergure rassemblera plus de 20 000 représentants de plus de 180 pays pour un dialogue ouvert amical informel, déchargé des barrières idéologiques et politiques, des préjugés raciaux et religieux, réunissant la jeune génération autour des idées d'un monde solide et durable, de la prospérité et de la création.

Pour conclure, je voudrais souligner une fois de plus que nous attachons une grande importance au futur deuxième Sommet Russie-Afrique. À son issue il est prévu d'adopter une Déclaration complexe, une série de déclarations communes, de valider le plan d'action du Forum du partenariat Russie-Afrique jusqu'en 2026. Nous allons signer un paquet important d'accords et de mémorandums intergouvernementaux et interministériels avec certains États et avec des associations régionales du continent.

J'attends avec impatience mes rencontres avec les leaders des pays africains à Saint-Pétersbourg et je compte sur une communication fructueuse et constructive. Je suis persuadé que les décisions du Sommet et du Forum, tout comme le travail commun permanent sur plusieurs plans, contribueront au développement du partenariat stratégique russo-africain pour le bien de nos pays et de nos peuples.

Guerre au Soudan: des habitants lancent un appel aux dons pour survivre

Des habitants au Soudan ont lancé dimanche un appel aux dons de nourriture pour survivre dans ce pays d'Afrique de l'Est ravagé depuis plus de trois mois par une guerre sanglante entre l'armée et les paramilitaires.

En raison des combats incessants en particulier dans la capitale Khartoum, des millions d'habitants se retrouvent bloqués chez eux et pour certains privés d'eau, notamment dans la banlieue de Khartoum-Nord. Ils n'ont de l'électricité que par intermittence et presque plus de nourriture, rapportent des habitants.

Pour leur venir en aide, un comité de quartier à Khartoum a lancé dimanche un «*appel urgent*» à la population: «*Il faut qu'on se soutienne les uns les autres, donnez de la nourriture et de l'argent à ceux qui sont autour de nous*», a écrit le comité d'al-Danaqla.

Abbas Mohammed Babiker, un habitant de Khartoum-Nord, a raconté à l'AFP que sa famille devait se limiter à un repas par jour. «*Et il ne nous reste plus que de quoi tenir deux jours*», a-t-il ajouté.

«*Avec les combats, il n'y a plus de marché et, de toute façon, nous n'avons plus d'argent*», a renchérit un autre habitant, Essam Abbas. Pour tous les fonctionnaires au moins, les salaires n'ont pas été versés depuis mars.

La semaine dernière, le violoniste Khaled Senhouri, figure de la musique à Khartoum, est «*mort de faim*» à Omdourman, ville qui fait face à la capitale Khartoum, ne pouvant plus sortir de chez lui pour s'approvisionner, ont rapporté plusieurs de ses amis sur Facebook.

Depuis le 15 avril, les raids aériens de l'armée dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane et les tirs d'artillerie et de drones des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo ont fait 3.900 morts, selon un nouveau bilan de l'ONG Acled, et 3,3 millions de déplacés et de réfugiés.

Avant la guerre, un Soudanais sur trois souffrait déjà de la faim. Aujourd'hui, plus de la moitié des 48 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire pour survivre, mais les ONG et l'ONU disent être privées d'accès.

AFP

UN EXTRAIT COMPTE RENDU DE LA CENT-CINQUIEME REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES - Vendredi 21 juillet 2023

Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, a présidé à la Cité de l'Union Africaine, la cent-cinquième réunion du Conseil des Ministres du Gouvernement de la République, ce vendredi 21 juillet 2023.

Cinq (05) points étaient inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

I. Communication de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat ;

II. Points d'information ;

III. Approbation d'un relevé de décisions du Conseil des Ministres ;

IV. Examen et adoption des textes.

I. COMMUNICATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La communication du Président de la République, Chef de l'Etat a porté essentiellement sur quatre (04) points, à savoir :

1. Des mesures urgentes concernant le taux de change du franc congolais par rapport aux devises étrangères

Préoccupé par la situation du Franc Congolais sur le marché de change par rapport aux devises étrangères et ses conséquences sur le pouvoir d'achat de la population, le Président de la République est revenu sur les conclusions de la réunion de crise qu'il a présidée le lundi 17 juillet 2023, au Palais de la Nation.

Outre les membres du Gouvernement, le Président du Conseil Economique et Social, l'Inspecteur Général, Chef de Service de l'Inspection Générale des Finances, les Présidents de la Fédération des Entreprises du Congo et de l'Association Congolaise des Banques y ont été également conviés.

A l'issue des différents échanges, les mesures ci-après ont été adoptées :

- La poursuite, par la Banque Centrale du Congo, des interventions vigoureuses et régulières sur le marché de change en mettant à la disposition de celui-ci les devises étrangères prélevées sur notamment les réserves de change ;
- La consolidation de la gestion rigoureuse des finances publiques notamment par la limitation des dépenses publiques à celles qui sont prioritaires et essentielles, en privilégiant la procédure normale de la chaine de la dépense publique;
- L'interdiction du paiement des dépenses publiques en espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo;
- L'encadrement, par le secteur bancaire, des opérations de change effectuées par les bureaux de change, lesquelles opérations doivent être compatibles avec leur capacité réelle;
- Le renforcement des mesures de rapatriement de devises et la concertation entre la Banque Centrale du Congo et les opérateurs du secteur minier pour le rachat éventuel d'une quotité de devises ainsi rapatriées ;
- La retenue immédiate et à la source, par le Trésor Public, de la TVA pour les fournisseurs et prestataires de l'Etat lors des paiements de leurs factures ;
- L'encadrement de la taxation d'office des entreprises n'ayant pas fait leurs déclarations fiscales par le Ministre des Finances assisté par l'Inspection Générale des Finances ;
- Le paiement de tous les impôts, taxes, redevances et droits dus à l'Etat en Franc Congolais.

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget, le Ministre des Finances, la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo et l'Inspection Générale des Finances, ont été encouragés, chacun en ce qui le concerne, à veiller à l'application de toutes ces mesures.

Le Premier Ministre a été, lui, chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ces mesures.

2. De la finalisation des dossiers urgents du secteur des Transports

Le Président de la République est revenu sur la nécessité de finaliser certains dossiers urgents notamment celui des travaux de deux baliseurs d'affluents de la Régie des Voies Fluviales (RVF) à Kindu et à Kongolo. Cela devra permettre la relance et la sécurisation du transport fluvial dans notre pays qui demeure à ce jour sous-exploité au regard du réseau hydrographique naturel dont l'ensemble du pays est doté.

Insistant sur sa première communication intervenue lors de la réunion du Conseil des Ministres tenue le vendredi 18 mars 2022, le Président de la République a évoqué le rapport du Ministre en charge des Transports présentant également les dossiers urgents nécessitant des financements du Trésor Public. Il s'agit respectivement de :

- La drague de Kalemie, celle de Kinshasa ainsi qu'une barge à déblais pour Kinshasa;
- Les travaux de l'aérogare de Bangoka à Kisangani ;
- La réhabilitation de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Kolwezi, pour laquelle le Gouvernement provincial attend un appui financier du Gouvernement central.

Par conséquent, le Président de la République a demandé au Ministre des

Transports, Voies de Communication et de Désenclavement, en collaboration avec le Ministre des Finances, d'agir avec diligence et jusqu'à leur aboutissement.

3. Du contrôle des ONG internationales en République Démocratique Du Congo

Le Président de la République a été saisi par plusieurs rapports qui renseignent une certaine dérive sécuritaire dans le chef de certaines organisations humanitaires opérant en République Démocratique du Congo.

Face à cette situation, il est tout à fait indiqué que soit effectué un contrôle sur les Organisations Non Gouvernementales (ONG) exerçant leur objet social sur le territoire national en vue d'en attester la conformité de l'ensemble de leurs activités aux Lois et aux règlements en vigueur dans notre pays.

Ce contrôle devrait porter notamment sur la cohérence entre leurs rapports annuels relatifs aux 5 derniers exercices d'activités dans notre pays, accompagnés d'une synthèse soulignant l'évolution et les différences de performances d'une année à l'autre ainsi que les localisations exactes de leurs activités sur chacune des périodes sous examen.

En effet, il y a matière à relever qu'il est inadmissible qu'il existe des connexions anormales soit dans les sources de financement, soit dans la supervision de certaines ONG par du personnel expatrié ayant un passé militaire ou paramilitaire, qui donne matière à une suspicion légitime quant aux risques réels que certaines ONG, sous couvert d'activités humanitaires, s'adonnent ou contribuent à des actions de subversion sur le territoire national.

C'est pourquoi, le Président de la République a instruit le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières, le Vice-

Premier Ministre, Ministres des Affaires Etrangères, la Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux ainsi que la Ministre d'Etat, Ministre du Plan, de travailler en Commission interministérielle afin de produire un rapport global sur la question.

4. Du respect du chronogramme d'activités du lancement des travaux de la route de la Passion Nkamba - Mbanza Ngungu

En dernier point de sa communication, le Président de la République est revenu sur la nécessité de lancer les travaux de construction de la Route de la Passion devant relier la cité de Nkamba à la Route Nationale N°1 au niveau de la ville de Mbanza-Ngungu dans la province du Kongo Central.

Cette infrastructure routière revêt à la fois un caractère vital pour l'accroissement du développement socio-économique de la cité de Nkamba et des agglomérations avoisinantes ainsi qu'un caractère symbolique lié au prophète Simon Kimbangu.

Pour concrétiser l'engagement pris dans ce cadre, il a été demandé au Ministre d'Etat, Ministre des Infrastructures et Travaux publics, en collaboration avec son Cabinet, de réunir tous les acteurs concernés par ce dossier en vue de permettre à tous les intervenants de prendre les dispositions pour la matérialisation de ce projet.

Intervention du Premier Ministre :

Dans la suite de la communication du Président de la République, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a axé sa communication sur quelques autres points en commençant par notamment l'évolution des préparatifs des neuvièmes Jeux de la francophonie à Kinshasa.

A ce sujet, il a indiqué qu'en sa qualité de superviseur des travaux, il s'est plusieurs fois rendu sur le terrain pour constater la bonne évolution des travaux.

A quelques jours du démarrage de ces Jeux de l'espoir, le constat est globalement positif et les équipes s'attellent à fixer les derniers détails.

Demande est donc faite aux populations Congolaises de se mobiliser activement pour participer, le vendredi prochain, à la cérémonie d'ouverture de ces Jeux baptisés " Jeux d'espoir et de la solidarité ".

Faisant suite aux instructions du Président de la République données lors de la 104ème réunion du Conseil des Ministres du 14 juillet 2023 relatives à l'enquête sur l'assassinat de l'Honorable Chérubin OKENDE SENGA, le Premier Ministre a informé le Conseil que le Gouvernement a pris les diligences nécessaires, sans préjudice de l'indépendance de la justice, pour solliciter l'expertise de la Belgique, de la France, de la République Sud-Africaine et de la Monusco. Cette démarche participative est voulue par le Gouvernement pour assurer la transparence et la viabilité des conclusions de l'enquête dans la recherche de la lumière sur les circonstances de cet assassinat décrié.

Pour conclure son propos, le Premier Ministre est aussi revenu sur le lancement, par le Président de la République, le jeudi 20 juillet 2023, des travaux de construction de la Cité des Métiers qui permettra d'orienter et de canaliser les jeunes vers le monde de l'emploi à l'initiative du Ministère de la Formation Professionnelle et Métiers avec l'appui de l'Association belge pour le développement (ENABEL).

II. POINTS D'INFORMATION

II.1. Etat et administration du territoire

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières, a présenté au Conseil, le rapport de l'état du Territoire National qui reste dominé par la poursuite des opérations militaires ordonnées par le Président de la République, Chef de l'Etat, Commandant Suprême des Forces Armées et de la Police Nationale Congolaise, dans le cadre de l'Etat de siège en Provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

Au cours de la semaine qui se termine, l'état d'esprit de la population a été marqué par :

- Des interrogations persistantes de l'opinion sur les vrais mobiles de l'assassinat du Député national et Ministre honoraire des Transports, Voies de Communication et de Désenclavement, Chérubin OKENDE SENGA ;
- La prolongation, par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), de la période de dépôt des candidatures pour les législatives nationales dans les circonscriptions électorales ;
- L'exaspération de la violence consécutive à la présence des terroristes M23/RDF avec le massacre de 11 civils au village Rubona en territoire de Rutshuru.

Sur le volet politique, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières a déploré quelques cas de tensions et autres actes des troubles de l'ordre public enregistrés dans certains coins du pays soulignant la nécessité pour les leaders politiques d'organiser un meilleur encadrement et une formation civique adéquate aux membres de leurs partis politiques surtout en cette année électorale afin de permettre au processus électoral d'atteindre son objectif de manière apaisée.

Sur un autre chapitre, il a rassuré, au sujet du banditisme et de la criminalité urbains, que les Gouverneurs des provinces ont été instruits pour intensifier les opérations de Police afin d'arrêter les auteurs de l'insécurité décriée en vue de les présenter devant la Justice dans un bref délai.